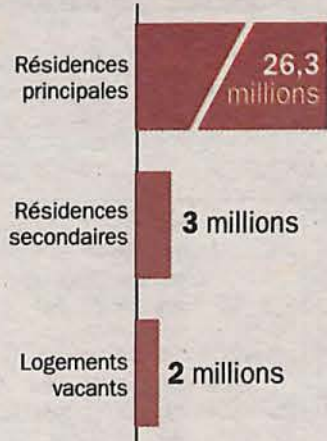


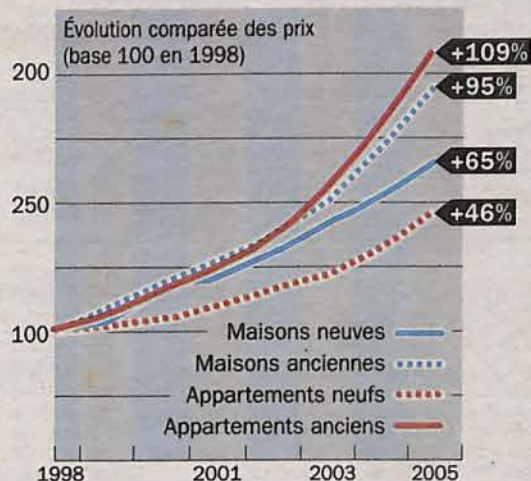
Le logement

Différents types de logements

En 2005, on estimait à **31,3 millions** le nombre total de logements en France

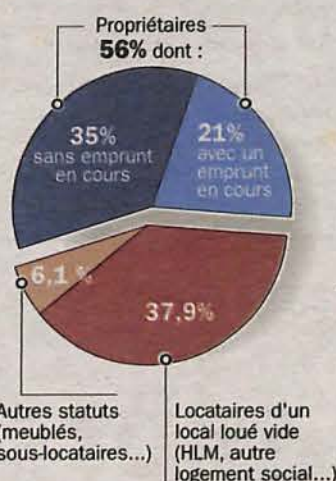


Des prix qui flambent



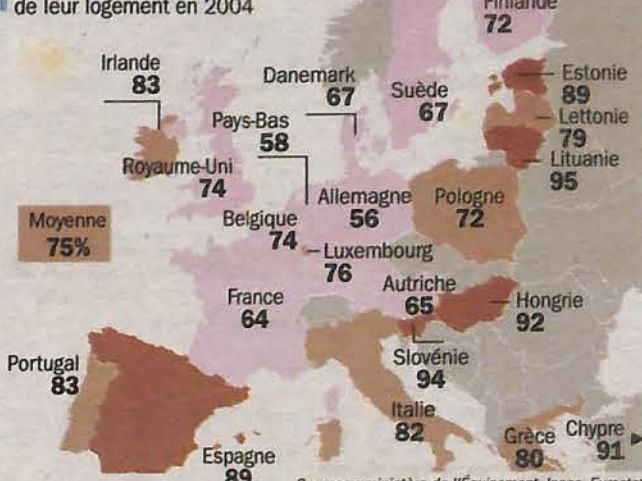
Plus de propriétaires

En % des ménages, en 2002



Les propriétaires en Europe

% des ménages propriétaires de leur logement en 2004



Sources : ministère de l'Équipement, Insee, Eurostat

Leurs propositions



François Bayrou

«Le droit au logement doit devenir effectif»

- 25% de la surface des programmes immobiliers réservés aux logements sociaux
- Caution remplacée par un «système d'assurance mutuelle»
- «Droit au logement opposable»
- 20 000 logements «ultra-sociaux» par an



Jean-Marie Le Pen

«Priorité aux Français»

- Préférence nationale (logements sociaux, accès à la propriété, location)
- Revalorisation des PEL et CEL
- Système de garantie contre les impayés au profit des propriétaires
- Création d'un «contrôle technique» pour toute location (habitabilité, prix...)



Ségolène Royal

«Lutter contre le logement cher»

- Augmenter les allocations logement (ménages modestes)
- «Service public de la caution»
- 120 000 logements sociaux locatifs par an
- Extension du prêt à taux zéro



Nicolas Sarkozy

«Faire de la France un pays de propriétaires»

- Vendre 40 000 logements sociaux par an à leurs occupants
- Suppression des cautions et dépôts de garantie
- «Droit au logement» opposable

10 Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : «Freiner la spéculation immobilière»

Nous poursuivons notre série de dossiers «présidentielle» sur les sujets préoccupant le plus les Français.

Thème prioritaire de ces élections pour 25 % des Français, principale préoccupation des maires, le logement a occupé une large partie des débats depuis le mois de décembre et les actions répétées de l'association Les Enfants de Don Quichotte. Le décès de l'Abbé Pierre, le 22 janvier dernier, rappelait combien cette problématique méritait à la fois des mesures d'urgence et une réflexion de fond. Monique Pinçon-Charlot et son mari Michel Pinçon, sociologues, directeurs de recherche au CNRS et rattachés à l'IRESO (Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines) reviennent sur les difficultés auxquelles sont confrontés les Français et les pouvoirs publics.

Hier, avoir un emploi et un toit allaient de pair. Aujourd'hui, la situation semble bien plus complexe.

C'est certainement le grand changement de ces dernières années. Même avec un travail aujourd'hui, on ne peut pas se loger dans la région parisienne, pour ne citer que cet exemple. Les Français sont victimes de la spéculation immobilière. Avant il y avait du logement social public et du logement social de fait, ces petits logements pas chers, parfois insalubres certes, mais qui offraient un toit. C'était le cas des appartements qui dépendaient de la loi de 1948. La

spéculation immobilière a complètement transformé cette situation, en faisant disparaître ce type d'habitat. Les populations modestes se retrouvent ainsi exclues du logement.

On parle souvent des impératifs de mixité sociale. Qu'en est-il ?

Le monde politique et le monde médiatique ont en effet mis en avant ce thème de la mixité sociale. On s'aperçoit que c'est n'est pas évident à réaliser. Ces dernières années, la grande

nouveauté fut la loi SRU (loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains) qui oblige les communes à disposer de 20 % de logements sociaux. Cette loi est primordiale, or les communes préfèrent payer l'amende, et donc être hors-la-loi, plutôt que de respecter ce texte.

Que pensez-vous du droit au logement opposable ?

Pour commencer, il n'y a pas suffisamment de logements pour satisfaire tout le monde. Ensuite, ce dispositif reste aujourd'hui très théorique. Dans la pratique, ce sera sans doute plus compliqué. Il permettra toutefois

d'être plus contraignant vis-à-vis des pouvoirs publics. La question principale demeure : quelle est la volonté politique ? Par exemple, on pourrait exiger que chaque nouvelle construction soit assortie obligatoirement de 20 % de logements sociaux.

Ségolène Royal propose la construction de 120 000 logements sociaux par an. Est-ce suffisant ?

La réponse de Ségolène Royal est une réponse parmi d'autres. Il faut travailler en parallèle le dossier de l'emploi évidemment, mais aussi des logements vacants. Et surtout freiner la spéculation

immobilière. Or, l'Etat a les moyens d'agir sur ce point. **Nicolas Sarkozy a choisi de mettre l'accent sur l'accès à la propriété et propose de vendre des logements sociaux aux occupants.**

Devenir propriétaire est une aspiration forte des Français, surtout quand il s'agit d'acquérir une maison individuelle. Ce qui explique d'ailleurs la multiplication des lotissements en périphérie des grandes villes et l'apparition de nouveaux problèmes. La vente de logements sociaux risque d'être sélective. Le parc actuel ne sera pas accessible aux plus démunis. Je pense aux familles monoparentales. Comment une mère de famille, seule, pourra acquérir un logement ? Pour certains foyers, ce peut être une solution, mais ce n'est pas LA solution. L'aspect positif de l'accès à la propriété est la responsabilisation des propriétaires. Leur appartement ou leur maison deviennent leur bien. Quand c'est un bien collectif public, on s'en fout un peu !

Comment expliquer ce désir d'être propriétaire, surtout dans les classes sociales modestes ?

Le goût pour la propriété répond aussi à un goût pour la sécurité. On ne peut pas se retrouver dehors du jour au lendemain. C'est une façon de réduire la précarité de vie, c'est un souci de moins pour le futur de ces classes sociales qui s'inquiètent quant à leur travail, à l'avenir de leurs enfants, à l'accès aux soins...

PROPOS RECUEILLIS PAR EVA ROQUE.



Photo DR

Demain : l'immigration